Responsabilité du dirigeant

***Quelle
différence entre
responsabilité
civile et
responsabilité
pénale ?***

Lire la suite

La responsabilité civile du dirigeant

- Engage **son patrimoine**.
- A vocation à **réparer un dommage** que le dirigeant aurait causé à autrui.
- La victime peut être **l'entreprise** elle-même, **ses associés**, ou même **des tiers**.

La base de la responsabilité civile repose sur le triptyque :

Responsabilité civile du dirigeant :

quelles fautes peuvent la mettre en cause ?

Les fautes portant atteinte à l'entreprise ou à ses associés

L'entreprise ou ses associés demandent réparation sur **des préjudices** issus de fautes commises **dans l'exercice même de la fonction de dirigeant**.

Ex : faute de gestion, infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, violation des statuts, manquement à l'obligation de loyauté, etc.

Les fautes portant atteinte à un tiers

Les fautes commises par le dirigeant qui sont **détachables de ses fonctions** et qui lui sont **imputées directement**.

Ex : défaut de souscription d'une assurance obligatoire.

La responsabilité pénale du dirigeant

- Engage **la liberté du dirigeant**.
- A vocation à **protéger l'intérêt général** en sanctionnant les infractions à la loi.
- Oblige l'auteur / co-auteur / complice à **répondre juridiquement des infractions pénales** dans lesquelles il est impliqué.

Il peut donc **être poursuivi pénalement** et être condamné **par la justice pénale**.

Responsabilité pénale du dirigeant :

quelles fautes peuvent la mettre en cause ?

Les infractions que le dirigeant commet dans l'exercice de ses fonctions

Ex : abus de biens sociaux, fraude fiscale, détournement de fonds, faux et usage de faux, escroquerie caractérisée par exemple par une tromperie sur la qualité du produit vendu, etc.

Les infractions à des réglementations particulières

Ex : droit social (non-respect des règles de santé, sécurité et d'hygiène au travail, travail dissimulé, ...), droit de l'environnement, droit immobilier, droit de la concurrence, etc.

Comment le dirigeant peut-il se protéger ?

Le dirigeant a la possibilité de se protéger grâce à **deux mécanismes** :

La délégation de pouvoir

Déléguer un pouvoir, c'est aussi déléguer **la responsabilité pénale**. Ainsi, la délégation permet d'exiger que le procureur engage son action contre un subordonné.

L'assurance responsabilité civile

L'assurance responsabilité civile est un moyen efficace pour éviter au dirigeant **de s'exposer financièrement** et ainsi couvrir des risques parfois très importants.

/ Pour en savoir plus...

Vous souhaitez en savoir plus
sur ***la responsabilité civile et
pénale du dirigeant ?***

Découvrez notre article sur :

implid